

blèmes de la pauvreté, du chômage et du traitement des indigènes au Canada.

N'empêche que l'intervention de M. Sharp semble avoir eu quelque effet, car le communiqué final déclare que «le Canada et l'URSS ont réaffirmé leur disposition à collaborer à l'heureuse et rapide conclusion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et ils ont exprimé le désir que la Conférence atteigne le but de renforcer la paix et la sécurité et d'élargir la coopération et les contacts entre les personnes». Les Soviétiques appuyaient ainsi officiellement, dans un contexte multilatéral, le principe de multiplier les contacts entre les gens.

La guerre du Proche-Orient

A propos du conflit au Proche-Orient, M. Sharp s'est étonné que les Soviétiques n'aient pas invoqué le Protocole de consultation, signé par MM. Trudeau et Kossyguine en 1971, pour discuter avec le Canada de la composition des forces réunies d'urgence par les Nations Unies pour le maintien de la paix, avant d'exiger que la Pologne, à titre de membre du Pacte de Varsovie, en fasse partie comme contrepoids à la présence canadienne. L'attitude de M. Gromyko a semblé plutôt défensive sur ce point. Affirmant qu'il y avait eu malentendu, il déclara ne pas s'être rendu compte que le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, avait invité le Canada à fournir l'élément logistique.

Le Canada et l'URSS ont vite convenu du besoin de faire respecter le cessez-le-feu au Moyen-Orient et de l'importance d'un règlement à long terme qui paraisse équitable aux deux parties. Par ailleurs, il est resté clair que l'Union soviétique appuie fermement la cause arabe. Vu que l'URSS est le principal fournisseur d'armes aux Arabes, l'application du cessez-le-feu dépendra pour une bonne part de Moscou.

On s'est contenté, dans le communiqué, d'appuyer l'adoption d'un règlement fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui revient à différer à l'amiable puisque ces résolutions ont été interprétées diversement par les parties en cause.

Le commerce

Quant au commerce, le besoin de passer de la parole aux actes — c'est-à-dire aux contrats — a été soulevé par M. Sharp avec les trois leaders qu'il a rencontrés, mais c'est

avec M. Kossyguine qu'il en a discuté en détail. Bien que M. Kossyguine passe pour un grand expert économique et soit le dirigeant soviétique le plus intéressé au développement technologique, les détails des échanges commerciaux avec le Canada semblent difficiles à préciser.

Sur le plan commercial, les Soviétiques ne s'intéressent qu'à une chose: les biens de production, c'est-à-dire l'équipement technique qui sert à accroître leur capacité de production. Peu de sociétés canadiennes sont en mesure d'assurer le genre de développement industriel que l'Union soviétique a obtenu d'Italie, par exemple, avec son usine d'automobiles Fiat, ou des États-Unis qui y ont installé tout un complexe chimique. A moins que les Soviétiques n'accroissent leurs importations directes de biens de consommation, il est peu probable que leurs échanges avec le Canada dépassent les 20 millions de dollars qu'ils atteignent à l'heure actuelle.

Il se peut même que les ventes de blé habituelles n'aient pas lieu cette année. La production de blé en URSS a atteint 215 millions de tonnes, soit environ 20 millions de tonnes de plus que l'objectif annuel de 195 millions du dernier plan quinquennal. (La Commission canadienne du blé poussera sans doute un soupir de soulagement. Nos exportations ont dépassé notre production au cours des trois dernières années, et les réserves actuelles assureraient la consommation interne pour à peine plus d'un an.)

Le Canada et l'Union soviétique sont voisins dans l'Arctique. M. Sharp a pu constater leur degré de rapprochement lorsqu'il a visité l'Institut de l'Arctique et de l'Antarctique à Leningrad, et examiné les travaux de cartographie que l'Union soviétique poursuit depuis des années dans l'océan Arctique, grâce à des stations de levés habitées ou automatiques.

Lorsqu'on traite avec un pays de la taille de l'Union soviétique, une politique de bon voisinage s'impose tout comme avec les États-Unis. Il nous est de plus en plus facile d'être en bons termes avec ces deux pays depuis que l'URSS a décidé d'améliorer ses relations avec les Américains. Notons enfin que, bien que les dirigeants soviétiques aient exprimé quelques appréhensions à l'endroit de la Chine, ils n'ont pas une seule fois évoqué le croque-mitaine du communisme qu'est «l'impérialisme capitaliste américain».